



Jean-Luc Mélenchon

Député des Bouches-du-Rhône

Président du groupe La France insoumise

Paris, le 6 octobre 2017

Monsieur le Président,

J'ai le regret de vous informer que mon groupe a décidé de ne plus participer à la mission d'information sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie. Nous étions pourtant bien déterminés à nous associer à ses travaux.

En me désignant comme membre de cette mission, notre groupe voulait souligner l'intérêt collectif qu'il apporte à ce territoire et à ses populations dans le contexte complexe qui est le sien. Cela non seulement parce que j'en suis le président, mais parce que j'ai suivi personnellement chaque étape de la vie politique du territoire depuis avant même les accords entre ses protagonistes.

Il s'est révélé cependant qu'un accord d'origine inconnue a décidé de confier la présidence de cette mission à monsieur Manuel Valls. On ne saurait faire choix plus inapproprié. Monsieur Valls est un personnage extrêmement clivant, qui suscite de forts rejets du fait de sa proximité avec les thèses ethnistes de l'extrême droite.

On se souvient d'avoir entendu monsieur Valls exprimer devant des caméras ses préjugés sur la couleur de peau de ses administrés, en regrettant qu'il n'y ait pas assez de « whites » et « blancs » autour de lui. Il a affirmé également, étant ministre de l'Intérieur, que certaines populations étaient « inassimilables ». De plus, sa proximité avec les dirigeants de l'extrême droite israélienne fait l'objet d'une ostentation choquante pour les militants de la paix de ce pays comme du nôtre.

Pour toutes ces raisons, monsieur Valls ne saurait être le personnage unifiant et tolérant qu'une telle mission impose dans le contexte particulier de la Nouvelle-Calédonie/Kanaky. Nous en voyons un signe supplémentaire quand nous l'entendons accuser notre groupe de complaisance pour les assassins islamistes. Cette accusation, formulée dans les termes de l'extrême droite, confirme l'inaptitude du personnage à mesurer ses propos et à proportionner l'expression de ses préférences. Nous redoutons ce qu'il pourrait être conduit à dire à propos des personnes à qui ses préjugés ethniques ou politiques viendraient à l'opposer dans le dossier de la mission.

Nous voulons donc marquer notre désapprobation totale du choix d'un tel personnage. Nous estimons qu'il s'agit d'une décision peu respectueuse de l'intérêt des parties prenantes au destin du territoire.

A la veille d'un référendum décisif, ce choix sonne comme un signe de manque d'intérêt qui relègue le sujet à une opération de repêchage d'un ancien premier ministre. Et cela alors même que celui-ci a déjà été désavoué de toutes les façons possibles dans un passé trop récent, pour ne pas provoquer encore d'inutiles tensions préjudiciables à l'intérêt de la mission.

Avec l'expression de mes regrets,

Je vous prie de croire Monsieur le Président à l'expression de ma considération.

Jean-Luc Mélenchon

Président du groupe parlementaire « La France insoumise »



Jean-Luc MELENCHON